

LA LETTRE DU CEPII

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D' INFORMATIONS INTERNATIONALES

■ Un scénario pour l'économie mondiale à l'horizon 2000

Ces dernières années ont montré à quel point l'évolution de l'économie mondiale est difficile à prévoir, en raison notamment des aléas politiques : réunification allemande, bouleversement à l'Est, crises politiques au Moyen-Orient, etc. Proposer une projection jusqu'à l'an 2000 peut donc sembler une gageure. Il existe pourtant suffisamment d'éléments stables dans les comportements et dans les structures pour qu'il vaille la peine d'examiner quel avenir dessine la prolongation de ces tendances, quitte à souligner les déséquilibres insupportables qui en résulteraient. Sans sortir des limites du vraisemblable, le scénario retenu privilégie une poursuite de l'intégration économique mondiale : la stabilité des taux de change et une baisse coordonnée des taux d'intérêt traduisent une gestion plus solidaire de l'économie mondiale par les pays occidentaux ; l'augmentation modérée du prix de l'énergie s'accompagne d'une hausse acceptée de la dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient ; les pays de l'Est bénéficient progressivement d'un flux important de financement qui permet la consolidation de leur situation interne ; enfin, les pays du Sud redeviennent bénéficiaires d'un flux net de ressources financières, qui reste assez modeste (1).

1

Caractéristiques générales du scénario

La croissance mondiale est d'abord marquée par le ralentissement des années 1990-1991 : de 3,1 % en 1989, elle passe à 1,7 en 1990, puis 1,2 en 1991. La reprise de 1992 permet de retrouver un taux de croissance de 3,5 % dans les années 1993-1995. Le cycle de l'investissement entraîne un léger ralentissement en 96-97, puis une reprise ultérieure favorisée par la montée en régime des pays de l'Est (tableau 1). La croissance mondiale est alors de 2,8 % sur les années 1990-1995 puis de 3,6 sur la période 1995-2000. Les performances des grandes zones restent fortement différenciées : Japon (4,3 % de croissance moyenne de 1990 à 2000) et Dragons (6,9 %) connaissent la croissance la plus vive et entraînent dans leur sillage le reste de l'Asie (6,3 %). Bridés par leurs difficultés financières et la faiblesse de leurs gains de productivité, les Etats-Unis ne croissent qu'au rythme de 2,0 %. Malgré l'impulsion donnée par la reconstruction de la RDA, puis l'essor de l'Est, la CEE, qui demeure une zone de fort chômage et de gains moyens de productivité du travail, ne croît qu'au taux de 2,5 % (graphique A). La croissance des pays de l'Est est en moyenne de 2,2 %, ce chiffre masquant une chute de la production de 1989 à 1992. Enfin, la croissance de l'Afrique noire (3,1 %) et de l'Amérique latine (3,8 %) est un peu plus forte que durant la décennie "gâchée" (respectivement 1 et 1,2 %).

Si la croissance de l'économie mondiale est soutenue, elle reste en deçà des possibilités de l'offre : mis à part le Japon, le marché du travail n'est tendu dans aucun des grands pays industrialisés (graphique B). L'augmentation des salaires est donc modérée ; la situation des entreprises est satisfaisante. L'inflation reste contrôlée (graphiques C). Dans plusieurs grands pays, les politiques budgétaires redeviennent plus rigoureuses. L'épargne des ménages ne se redresse pas car ni la croissance, ni l'inflation n'augmentent fortement ; mais les taux d'investissement, s'ils restent à des niveaux élevés, n'augmentent que modérément. Des besoins importants de capitaux existent, notamment à l'Est ou au Sud, mais les financements accordés restent très en deçà des besoins. Il n'y a pas, dès lors, trace d'un excédent ex ante de l'investissement sur l'épargne. Aussi, le compte incorpore une baisse progressive des taux d'intérêt (tableau 2) : celle-ci est déjà acquise aux

(1) Cette projection a été réalisée par une équipe commune CEPII-OFCE dirigée par Jean Le Dem et Henri Sterdyniak, et composée de Jean-Pierre Chauffour, Henri Delessy, Murielle Fiolo, Emmanuel Fourmann, Hélène Harasty, Frédéric Lerais et Sébastien Paris-Horvitz. Elle a bénéficié de la collaboration des équipes "Est" et "Sud" du CEPII et des conseils, pour l'énergie, de Nina Kousnetzoff du CEPII et de Patrick Criqui de l'IEPE. Ce scénario tendanciel est une étape d'une réflexion en cours sur les perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2000, qui sera publiée à l'automne.

Etats-Unis ; le taux américain remonte en 1992 à la fin de la récession mais cette remontée est faible et transitoire. En Europe, les tensions inflationnistes persistantes en Allemagne ne permettent pas une diminution rapide : le taux d'intérêt réel allemand reste au dessus de 4 % en 1992 et ne diminue nettement que dans la période 1995-2000 où il se stabilise à 2 points. La différence entre le taux d'intérêt et le taux de croissance redevient alors nulle voire négative, ce qui allège les déficits budgétaires des pays à dette publique élevée et améliore la situation financière des entreprises. Mais cette hypothèse est fragile car un facteur de déséquilibre imprévisible peut pousser tel ou tel pays à y faire face par des mesures de politique monétaire restrictive.

La projection incorpore une stabilité du change mark/ dollar au taux de 1 dollar pour 1,6 marks (tableau 2) qui serait atteint à la fin de l'année : un dollar plus élevé handicaperait trop les performances commerciales des Etats-Unis ; un dollar plus faible y serait trop inflationniste. Par contre, le yen s'apprécie en moyenne de 3 % l'an par rapport au dollar, une parité plus faible entraînant des pressions inflationnistes et un excédent extérieur trop fort. L'Europe serait dès 1997 une zone de parités fixes. D'ici là, interviendrait une baisse de 4 % de la Livre.

En raison de la différence des situations conjoncturelles, de l'effet instantané souvent trompeur de fortes variations des taux de change et des transferts liés à la guerre du Golfe, les années 1990 et 1991 ont vu un rééquilibrage rapide des soldes courants des grands pays. Le retour à une situation plus normale creuse de nouveau les déséquilibres sans les faire revenir toutefois au niveau des années 83-88 (tableau 3 et graphiques D). L'excédent japonais n'est plus que de 1,5 point de PIB. Le déficit américain réapparaît une fois la récession passée et le dollar stabilisé (2 points de PIB). La zone Moyen-Orient-Maghreb, qui connaît un fort déficit courant en 1991, lié au coût de la guerre, redevient excédentaire lorsque le prix du pétrole augmente. Le déficit extérieur des pays de l'Est se creuse d'une centaine de milliards du fait des financements apportés par l'Occident ; de même, la zone "Asie peuplée" bénéficie d'investissements du Japon et des Dragons. En Europe, l'excédent allemand, tombé de 4,3 points de PIB à zéro entre 1989 et 1991, réapparaît progressivement (2,7 points dans la période 1995-2000) ; les autres pays de la CEE connaissent des déficits modérés puis reviennent à l'équilibre en fin de période du fait de l'essor de leurs ventes à l'Est. L'excédent global de la CEE en l'an 2000 (80 milliards de \$) n'est que la contrepartie des financements accordés à l'Est.

Pourquoi l'Europe ne réussit-elle pas à croître plus vite ? C'est la question centrale que pose ce scénario tendanciel, dans lequel nous n'avons pas cru devoir intégrer un dynamisme accru en Europe lié au progrès de l'Unification Economique et Monétaire. Si une certaine convergence apparaît en particulier pour les taux d'inflation et les déficits publics, chaque pays reste encore pris à l'horizon 2000 dans ses contraintes nationales. Certes, les taux d'intérêt réels baissent en Europe, mais cela n'est pas suffisant. Il existe un certain potentiel de croissance, comme le montrent les taux de chômage élevés de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni, mais une politique économique expansionniste coordonnée est toujours difficile. L'expérience montre pourtant que la croissance a été impulsée chaque fois qu'un pays s'est aventuré dans une politique de relance, que ce soient les Etats-Unis, le Royaume-Uni, puis la RFA. Sans doute faudrait-il promouvoir en Europe de l'Ouest des politiques salariale ou budgétaire moins rigoureuses et s'attaquer plus résolument au vaste chantier qui attend les nations occidentales à leur Est

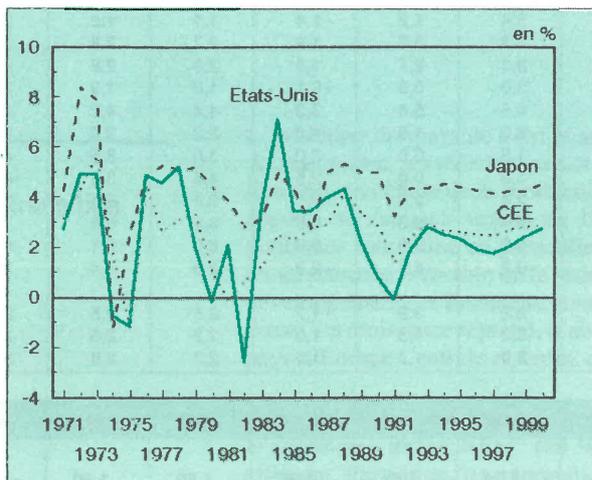
2

Energie : vers une gestion concertée du prix du pétrole

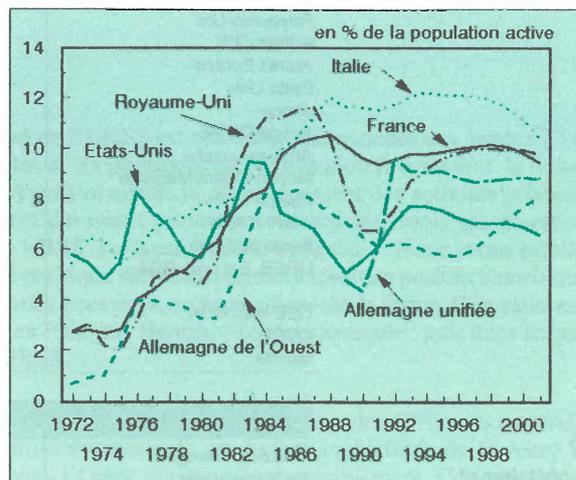
Le prix réel du pétrole augmente en moyenne de 3 % par an de 1989 à 2000, c'est-à-dire un rythme voisin de la croissance mondiale (tableau 2). En l'an 2000, le prix du baril (Brent) est ainsi porté à 25,2 dollars de 1989, ce qui correspond au niveau de 1975. Cette appréciation de 40 % par rapport à 1989 s'explique par des tensions croissantes : avec une croissance mondiale de 3,2 %, la demande d'énergie s'accroît de 2,1 % par an, tandis que les capacités de production n'augmentent que de 1,7 % par an. L'offre énergétique est en voie d'essoufflement. Dans l'OCDE, l'accroissement des capacités est très faible (0,8 % l'an de 1990 à 2000) : recul de la production pétrolière au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, épuisement des gisements hollandais et norvégiens, net ralentissement des programmes nucléaires. Dans les pays de l'Est, les perspectives de l'offre ne sont guère plus favorables (+ 1,2 % par an) : l'URSS voit s'appauvrir ses gisements pétroliers les plus accessibles ; son industrie pétrolière souffre d'un retard d'investissement important. Dans les zones en développement, l'accroissement des capacités serait inférieur à 3 %. En particulier, pour l'OPEP, les capacités pétrolières passeraient de 30 millions de barils/jour au début de 1990 à 35 en 2000, soit 1,6 % de croissance annuelle. Aussi, en dépit de la baisse de l'intensité énergétique dans la zone OCDE, mais surtout à l'Est où les utilisations inefficaces et polluantes de l'énergie devraient reculer, des tensions sur l'offre apparaissent et entraînent un recours accru au pétrole des pays du Golfe dont les taux d'utilisation des capacités passent de 79 % en 1989 à 98 % en 2000.

Cependant, en rupture avec les comportements antérieurs, nous avons fait l'hypothèse que, avec l'affaiblissement des "durs" de l'OPEP qui résulte de la défaite irakienne, la régulation du marché par des chocs de prix, brutaux et excessifs, fait place à une gestion concertée du prix du pétrole, à

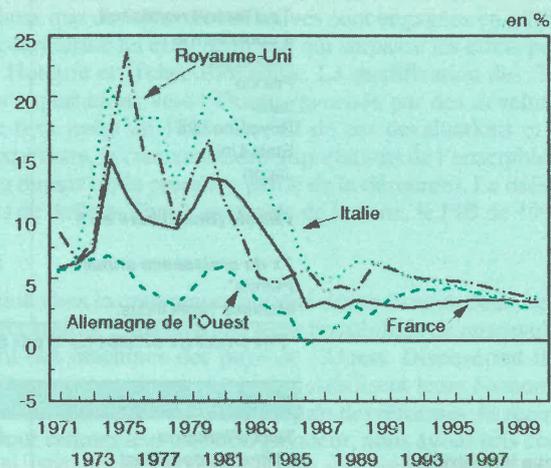
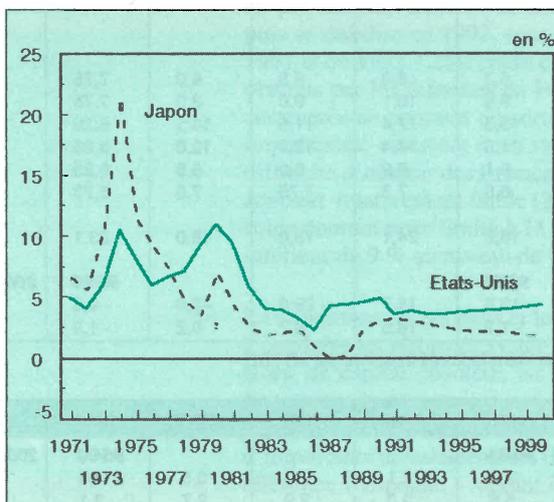
GRAPHIQUE A
Taux de croissance du PIB en volume



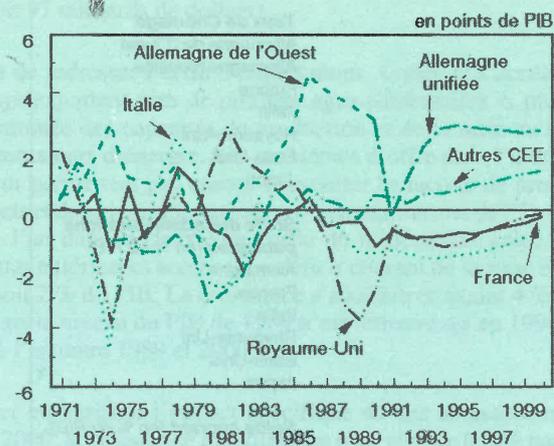
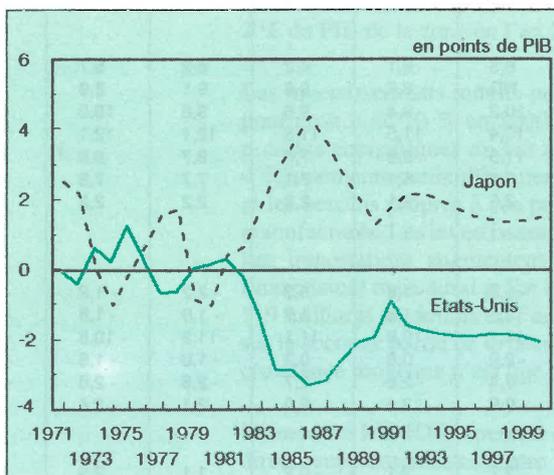
GRAPHIQUE B
Taux de chômage



GRAPHIQUE C
Taux d'inflation (déflateur de la consommation)



GRAPHIQUE D
Solde courant



Source : CEPII-OFCE Base de données Mimosa

TABLEAU 1
Croissance mondiale

<i>Croissance du PIB (taux annuels en %)</i>	<i>Moyenne 1985/1980</i>	<i>Moyenne 1990/1985</i>	<i>1990</i>	<i>1991</i>	<i>1992</i>	<i>Moyenne 1995/1990</i>	<i>Moyenne 2000/1995</i>
Allemagne de l'Ouest	1,1	3,4	4,6	3,2	3,2	2,9	2,2
Allemagne réunifiée	ND	ND	1,8	1,3	4,6	3,3	2,8
France	1,5	3,0	2,8	1,4	2,5	2,5	2,9
Italie	0,9	3,1	1,8	1,1	2,2	2,3	3,1
Royaume-Uni	1,9	3,4	1,2	-1,4	1,1	1,2	2,3
Autres CEE	1,3	3,3	3,2	1,9	2,7	2,8	3,3
Autres Europe	2,0	3,0	2,7	1,8	2,6	2,8	2,9
Etats-Unis	2,7	3,0	0,9	-0,1	-1,8	1,9	2,2
Japon	3,8	4,6	5,4	3,3	4,4	4,2	4,3
Autres OCDE	2,9	3,0	1,3	1,0	2,2	2,0	2,4
Amérique latine	0,5	1,8	0,0	2,0	3,0	3,5	4,2
Moyen-Orient/Maghreb	0,4	1,8	0,0	2,5	4,5	3,8	4,0
Afrique Noire	-0,4	2,4	2,9	2,7	3,0	3,1	3,2
4 NPI d'Asie	6,6	9,1	6,3	5,6	6,6	6,6	7,5
Reste de l'Asie	7,0	6,8	5,0	5,0	6,0	6,1	6,5
URSS, Est hors RDA	1,9	-0,2	-4,1	-2,9	-2,0	0,4	3,9
CEE hors RDA	1,3	3,2	3,2	1,7	2,6	2,5	2,6
OCDE	2,2	3,3	1,3	1,0	2,2	2,5	2,7
Monde	2,3	3,0	1,7	1,2	2,7	2,8	3,6

TABLEAU 2
**Variables monétaires et
produits de base**

	<i>1980</i>	<i>1985</i>	<i>1990</i>	<i>1991</i>	<i>1992</i>	<i>1995</i>	<i>2000</i>
Taux de change							
Dollar en marks	1,82	2,94	1,62	1,60	1,60	1,60	1,60
Dollar en yens	227	239	145	135	131	120	103
Mark en francs	2,30	3,10	3,36	3,37	3,37	3,37	3,37
Mark en liras	471	658	740	741	741	741	741
Mark en livres	0,237	0,265	0,347	0,345	0,357	0,357	0,357
Tx d'intérêt nominaux à court terme :							
Allemagne	9,1	5,2	8,0	8,5	8,0	7,75	5,0
France	11,9	9,9	10,1	9,0	8,0	7,75	5,0
Italie	17,2	15,3	12,4	11,5	10,5	8,25	5,0
Royaume-Uni	15,1	11,6	14,4	12,0	12,0	8,25	5,0
Etats-Unis	13,4	8,1	8,2	6,0	6,5	6,25	6,0
Japon	10,9	6,5	7,3	7,75	7,0	5,75	4,5
Pétrole (Brent) baril en \$	34,8	18,2	24,1	18,0	18,0	23,1	41,0
Tx de croissance annuel	85/80	90/85				95/90	2000/95
Pétrole*	2,3	-13,5	18,7	-29,0	-2,6	-4,3	8,3
Matières 1ères indus.*	-2,9	-1,2	-18,5	-8,7	0,2	-1,3	0,4

* Prix en dollars déflatés par le prix des produits manufacturés exportés par l'OCDE.

TABLEAU 3
**Les grands pays industriels :
quelques résultats significatifs**

	<i>1980</i>	<i>1985</i>	<i>1990</i>	<i>1991</i>	<i>1992</i>	<i>1995</i>	<i>2000</i>
Taux d'inflation	85/80	90/85				95/90	2000/95
Allemagne de l'Ouest	5,6	2,1	2,1	3,3	3,8	4,3	2,5
France	13,3	5,8	3,0	2,9	2,7	3,1	3,2
Italie	20,3	9,5	6,4	6,1	5,4	4,5	3,5
Royaume-Uni	16,4	5,3	6,3	5,9	5,3	4,9	3,3
Etats-Unis	10,9	3,2	4,9	3,5	3,8	3,7	4,3
Japon	7,0	2,3	3,1	3,2	3,0	2,3	1,8
Taux de Chômage							
Allemagne de l'Ouest	3,3	8,3	6,1	6,2	6,2	5,7	8,1
Allemagne réunifiée	ND	ND	6,0	9,6	9,1	8,9	8,8
France	6,3	10,2	9,4	9,6	9,8	10,0	9,5
Italie	7,7	10,4	11,5	11,8	12,1	12,1	10,5
Royaume-Uni	5,6	11,5	6,8	7,6	8,7	9,8	9,8
Etats-Unis	7,0	7,1	6,1	7,1	7,7	7,3	6,6
Japon	2,0	2,6	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Solde des administrations publiques (en % du PIB)							
Allemagne*	-2,9	-1,2	-1,6	-3,3	-2,2	-1,2	-1,7
France	-0,0	-2,7	-1,8	1,7	-1,9	-1,8	-1,1
Italie	-8,0	-14,1	-10,9	-11,1	-11,2	-10,6	-8,7
Royaume-Uni	-3,4	-2,9	0,8	0,2	-1,0	-1,6	-1,7
Etats-Unis	-1,3	-3,4	-2,6	-2,7	-2,8	-2,0	-1,7
Japon	-4,4	-0,9	2,4	2,0	2,1	2,4	3,1
Solde courant (en % du PIB)							
Allemagne*	-1,7	2,7	3,1	-0,2	1,1	2,9	2,7
France	-0,6	0,0	-1,2	-0,7	-0,9	-0,8	-0,2
Italie	-2,5	-1,1	-1,5	-1,4	-1,5	-1,6	-0,7
Royaume-Uni	1,4	1,0	-2,6	-0,5	-0,9	-1,2	-0,1
Etats-Unis	0,1	-2,9	-2,0	-1,0	-1,7	-2,0	-2,1
Japon	-1,0	3,6	1,2	1,8	2,2	1,7	1,5

* Allemagne de l'Ouest avant 1989, Allemagne réunifiée depuis 1990.
Source : CEPII-OFCE Base de données Mimosa.

laquelle producteurs et consommateurs ont intérêt. La hausse des cours s'étale alors, régulièrement, sur l'ensemble de la période. A court terme, le retour progressif des approvisionnements koweïtiens et irakiens, le ralentissement conjoncturel mondial exercent une pression à la baisse sur le prix du pétrole. Stabilisé à 18 dollars en 1991 et 1992, le prix du baril ne se redresse qu'en 1993, puis augmente ensuite au rythme de 8 % l'an en termes réels.

L'évolution des pays de l'Est et surtout de l'URSS est une inconnue majeure des années à venir. A court terme, les réformes structurelles et les politiques de stabilisation provoquent la désorganisation et la chute de la production. A moyen terme, le développement des activités privées, les apports de capitaux venant de l'Ouest devraient permettre une reprise, mais les incertitudes politiques sont telles, en particulier en URSS, qu'il est difficile de la dater. Nous avons privilégié ici un scénario favorable où la stabilité politique suivie de premiers résultats positifs autoriserait le développement des financements accordés à ces pays, en particulier sous la forme d'investissement direct. La croissance reprend, d'abord en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie ; puis dans les autres pays d'Europe Centrale et, enfin, en URSS.

A la suite de la réunification allemande, de la conjonction des réformes et des difficultés soviétiques, le commerce intra-CAEM (60 % des importations de produits manufacturés de la zone) s'est effondré. Par contre, les exportations vers l'Ouest ont augmenté sensiblement. Ce report, facilité par d'importantes dévaluations, risque d'atteindre vite ses limites car nombre de produits ne répondent pas aux normes internationales. A court terme, la chute du commerce interne à la zone s'accroît en raison du marasme de l'URSS, de l'alignement sur les prix mondiaux et du règlement en devises convertibles. Le commerce interne à la zone baisse de 15 % en 1991, de 2 % en 1992, puis se stabilise en 1993, sous l'hypothèse que des réformes décisives sont engagées en URSS en 1991 et en 1992. Cette chute exerce à court terme un effet dépressif qui surpasse les effets positifs obtenus par les réformes en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie. La modification des flux de commerce se poursuit de sorte que les exportations vers l'Ouest, favorisées par des dévaluations importantes, croissent à un rythme de 6 % jusqu'en 1993. Du fait de ces dévaluations et de la difficulté d'obtenir des financements extérieurs, la croissance des importations de l'ensemble de la zone est relativement faible (2,6 % l'an durant sur la première partie de la décennie). Le déficit du solde courant reste limité à 11 milliards de dollars. Pour l'ensemble de la zone, le PIB de 1992 est inférieur de 9 % au niveau de 1989.

La croissance de ces pays et leur insertion dans le commerce mondial dépendront de leur capacité à conduire les réformes systémiques nécessaires, mais aussi de leurs possibilités de renouveler un stock de capital obsolète, en important des machines des pays de l'Ouest. Disposeront-ils des financements nécessaires pour cela ? Dans notre scénario, ces pays stabilisent leurs économies à partir de 1993. En raison de leur potentiel de développement et du progrès des réformes, ils reçoivent d'importants investissements directs. Pour estimer leur ordre de grandeur, nous avons pris comme référence l'Espagne : durant la période 1980-90 où celle-ci a connu une profonde modification structurelle, l'afflux de capitaux étrangers a été important : le seul investissement direct a atteint 2,9 % du PIB en 1989. Ce parallèle convient bien aux pays d'Europe Centrale déjà engagés dans des réformes et qui pourraient se rapprocher rapidement de la CEE. Pour l'URSS, il permet surtout de fixer une limite supérieure aux apports de capitaux privés. Au total, l'afflux de capitaux atteint 2 % du PIB de la zone en l'an 2000 (soit 97 milliards de dollars).

Les investissements induits permettent de redresser l'offre d'exportations. Celles-ci s'accroissent pour croître de 10 % en 2000. Ces pays exportent plus de produits agro-alimentaires et plus de produits énergétiques du fait d'une remontée des capacités de production et de la mise au rebut d'équipements particulièrement consommateurs d'énergie. Les problèmes d'offre dans l'industrie et les besoins propres à ces pays ne leur permettent pas encore d'exporter beaucoup de produits manufacturés. Les investissements directs et donc les importations proviennent surtout de l'Europe. Les importations augmentent de 9 % l'an dans la deuxième partie de la décennie grâce à ce financement mais aussi grâce aux recettes extérieures accrues. Le déficit courant de la zone est de 119 milliards de dollars en l'an 2000, soit 2 % du PIB. La croissance s'accroît et atteint 4 % l'an sur la seconde partie de la décennie. Mais le niveau du PIB de 1989 n'est retrouvé qu'en 1996 ; la croissance moyenne n'est que de 2,0 % l'an entre 1989 et 2000.

Le modèle MIMOSA permet d'évaluer en variante l'impact spécifique de ces investissements directs supplémentaires. Entre 1994 et 2000, la croissance mondiale est plus vive de 0,2 % par an. La CEE en profite à hauteur de 0,15 % de croissance supplémentaire. Les principaux bénéficiaires sont les Dragons (0,2 % de croissance annuelle) et la zone "Autres Europe" (0,2 %), qui comprend des pays qui commercent fortement avec l'Est. Le Japon et les Etats-Unis en profitent peu. Les soldes courants s'améliorent nettement pour l'ensemble des pays hors-Est ; de 11 milliards de \$ pour la France et l'Allemagne en particulier en l'an 2000. Les pays de l'Est ont, quant à eux, un

déficit courant accru de 73 milliards de dollars ; durant la période 1994-2000, leurs importations manufacturières croissent de 3,5 % de plus par an et leur PIB de 0,8 %.

4

Allemagne : un lent redressement à l'Est

L'Est de l'Allemagne vit une transition incertaine et difficile ; son cadre est néanmoins fixé par le Traité d'union du 2 juillet 1990 : intégration économique, introduction brutale du deutsche mark, instauration du système juridique de l'Ouest, création de la Treuhandanstalt chargée de la restructuration et de la privatisation des entreprises. L'unification des marchés du travail se réalise rapidement : partis d'un rapport de un à trois il y a un an, les salaires de l'Est valent aujourd'hui 60 % de ceux de l'Ouest et les négociations salariales prévoient souvent l'égalisation en 1994. Ceci aggrave encore la situation des entreprises, dont les débouchés ont fondu avec l'afflux des produits de l'Ouest et l'effondrement du commerce avec le CAEM. En un an la production industrielle a chuté d'environ 50 % ; le chômage total frappe 800 000 personnes, auxquelles s'ajoutent plus de deux millions de chômeurs partiels. Malgré les incitations fiscales, l'afflux de capitaux privés escompté ne s'est pas encore produit du fait des incertitudes juridiques quant aux droits de propriété, de la lenteur de la mise en place des réseaux de communication, mais aussi du risque sur la rentabilité des investissements en l'absence du maintien d'un différentiel de salaires.

Dans notre scénario, cet attentisme n'est pas durable ; les investissements privés atteignent, aux prix de 1989, 90 milliards de DM en 1993 et plus de 100 milliards en 2000 (soit près de 20 % de l'investissement total de l'Allemagne réunifiée). A cet horizon, la moitié du capital productif est conforme aux normes occidentales, permettant à la productivité du travail d'atteindre 75 % du niveau de l'Ouest contre moins de 50 % en 1989. La croissance est donc forte dans l'ex-RDA, en moyenne 4,7 % par an de 1989 à 2000 (11,6 % par an depuis le point bas de 1991). Cependant, les créations d'emplois sont insuffisantes ; en dépit d'un flux migratoire vers l'Ouest d'un million de personnes sur la décennie, le taux de chômage à l'Est est toujours au-dessus de 20 % jusqu'en 1995, il décroît rapidement ensuite mais est encore de 13 % en 2000. A l'horizon 2000, les nouveaux Länder restent dépendants des anciens : le commerce intra-allemand est deux fois plus important dans le sens Ouest-Est, même si l'ex-RDA sert de plate-forme d'exportations vers les anciens pays socialistes ; les transferts publics nécessaires à l'équilibre des finances publiques est-allemandes, représentent encore 18 % du PIB de l'Est en 2000, soit 84 milliards en DM constants contre 120 en 1991. Ils sont la contrepartie de l'écart entre le revenu, quasiment aligné sur le niveau occidental, et la productivité qui reste encore 25 % en dessous de celui de l'Ouest.

Les finances publiques de l'Allemagne réunifiée sont dominées par les besoins de la reconstruction à l'Est : le poids des transferts, qui atteint en 1991 presque six points du PIB, ne décline que lentement pour atteindre environ 2,5 points en 2000. Aussi les hausses de fiscalité directe censées disparaître au deuxième semestre 1992 sont maintenues, le taux normal de TVA est relevé de 14 à 15 % et les cotisations sociales sont augmentées pour équilibrer le régime-vieillesse. Le taux de prélèvement obligatoire augmente de 3,5 points. Le solde budgétaire de l'Allemagne réunifiée, fortement dégradé en 1991 (3,3 points de PIB), se rétablit dès 1993 (1,3 point de déficit), puis se détériore avec le ralentissement de la croissance pour atteindre 1,7 point de PIB en 2000.

5

A l'Ouest, les effets positifs de la réunification s'épuisent...

La réunification s'est produite au moment où la croissance ouest-allemande s'essouffait. Les effets directs de la réunification s'apparentent à bien des égards à ceux d'une relance keynésienne : le supplément de demande émanant du marché est-allemand est de l'ordre de 1,5 point de PIB pour 1990, et encore de 1 point de PIB en 1991. Le gain en croissance atteint presque 2 points en 1990, 1 point et demi en 1991. Après 1995, la contribution de la réunification à la croissance devient nulle, car les gains de parts de marché ont été obtenus, le revenu réel des Allemands de l'Est croît lentement, et l'offre locale augmente à un rythme soutenu.

La forte croissance des exportations ouest-allemandes entraînée par l'ouverture du marché de l'Est masque la pénétration accrue des produits étrangers sur le marché allemand ; pour l'ex-RFA, la contribution du commerce extérieur à la croissance, y compris les échanges intra-allemands, devient négative en 1994 et se stabilise à -0,5 point par an de 1995 à 2000. Les exportations manufacturières ne croissent plus qu'à un rythme de 6,5 % par an tandis que les importations progressent durant la même période à 9,2 %. Le solde courant de l'Allemagne épouse le mouvement de décomposition-recomposition de la partie orientale : l'excédent Ouest-allemand de 3,1 points de PIB fond sous le soleil de la réunification, passant légèrement dans le rouge en 1991 pour l'Allemagne réunifiée. Cette dégradation n'est que transitoire, et l'excédent se rétablit mais à un niveau plus faible (2,7 points de PIB en l'an 2000).

Malgré la croissance de la population active, due à l'immigration, le taux de chômage à l'Ouest se réduit jusqu'en 1995 pour augmenter ensuite. Cette évolution du marché du travail est liée au profil

France :
la croissance ne suffit pas à
faire diminuer le chômage

de la croissance, mais aussi à l'arrêt de la baisse de la durée du travail, une fois effectué le passage à la semaine de trente-cinq heures. A la réduction du taux de chômage les cinq premières années correspond une progression plus forte des salaires nominaux, de l'ordre de 7 % l'an, contre 5 ensuite. L'inflation est donc proche de 4 % dès 1992 (alimentée aussi par la remontée d'un point du taux de TVA normal), passe au-dessus jusqu'en 1995, mais retombe à 2,5 % en fin de période. Aussi la marge de manoeuvre de la Bundesbank est-elle réduite. Elle doit éviter toute hausse nouvelle des taux pour ne pas décourager l'investissement à l'Est ni entraver la marche vers l'UEM. Mais elle doit aussi contenir les pressions inflationnistes en assurant la valeur du DM. Il faut donc attendre 1996 pour enregistrer des baisses de taux significatives. Au total, avec 3,3 % de croissance entre 1990 et 1995, l'Allemagne réunifiée est le plus dynamique des grands pays de la CEE ; même si un certain ralentissement est enregistré ensuite, les performances de l'Allemagne restent au-dessus de la moyenne européenne.

Le ralentissement survenu en 1990, aggravé par la crise du Golfe, semble remettre en cause l'embellie des années 1988 et 1989. La France repart-elle vers un nouvel épisode de croissance lente ? Nous ne le pensons pas : si la France ne retrouve pas les taux de croissance des années 1988 et 1989, les années 1990-1991 n'apparaissent que comme une période de ralentissement conjoncturel dans une situation foncièrement saine. L'exceptionnelle croissance de l'investissement des années 1988 et 1989 ne pouvait se prolonger indéfiniment ; une croissance plus normale de celui-ci se paye automatiquement par un ralentissement de la demande. Après le fléchissement de 1991 (1,4 % de croissance), la croissance reprend jusqu'en 1993 (3,0 %), diminue légèrement en 1994-1997 puis reste soutenue jusqu'à 2000 (3,2 %). La croissance de la population désireuse de travailler (0,65 % l'an en moyenne) ne se ralentit qu'en fin de période. La croissance des effectifs est de l'ordre de 0,3 % en 1991 et 1992, avant d'atteindre 0,7 % en 1994 et 1995 puis 0,9 en 1999 et 2000. Aussi le chômage croît jusqu'en 1997 et la hausse du pouvoir d'achat des salaires n'est que de 1,6 % de 1990 à 2000. Un léger écart subsiste entre l'évolution du coût salarial réel et celle de la productivité du travail : 0,4 % par an contre 1,5 entre 1985 et 1990. L'amélioration de la situation des entreprises reprend donc tendanciellement mais légèrement. Celles-ci bénéficient aussi du reflux des frais financiers : la part de l'épargne des sociétés dans le PIB marchand qui était de 14,0 % en 1989, tombe à 13,2 en 1991, remonte à 14,5 en 1995, puis atteint 14,8 en 2000. Cette bonne santé des entreprises s'accompagne d'une hausse des prix relativement faible : 2,9 % l'an en moyenne de 1990 à 1995, puis 3,2 % de 1995 à 2000. De 1992 à 1997, le taux d'inflation français est inférieur au taux allemand. Ceci ne doit pas masquer un problème préoccupant : malgré le fort niveau du chômage, le taux de croissance du salaire réel n'est pas très éloigné des gains de productivité du travail. Seul le maintien d'un fort chômage éloigne tout risque inflationniste. Compte tenu du bas taux d'inflation et de la stabilité du taux de chômage, le taux d'épargne des ménages ne varie guère. Aussi la croissance de la consommation est de 2,5 % l'an, identique à celle du pouvoir d'achat du revenu.

Après 5,6 % de croissance en 1990, la FBCF des entreprises n'augmente que de 0,4 % en 1991, puis de 3,1 en moyenne de 1992 à 2000. Le taux d'investissement passe de 14,8 % en 1990 à 15,1 en 2000. Cette hausse, permise par la bonne situation des entreprises, entraîne un effort de productivité du travail dans l'industrie et une détente des capacités de production. De 1992 à 2000, la croissance de la productivité apparente du travail est de 3,6 % l'an dans l'industrie et 1,7 dans le secteur abrité. C'est la configuration favorable d'une amélioration de la croissance de la productivité dans l'industrie, facteur de gain de compétitivité, et d'une stabilité dans le secteur abrité, facteur de création d'emplois.

Le compte incorpore la suppression du taux majoré de TVA. Les hausses de prestations sont financées par des hausses des cotisations salariés ou de la CSG (ce qui ponctionne de 0,2 % par an en moyenne les revenus salariaux). Le taux de prélèvement obligatoire, stable jusqu'en 1995, augmente légèrement par la suite en raison de la hausse tendancielle des prestations sociales dans le PIB. Au total, le déficit budgétaire se creuse légèrement de 1991 à 1993 avant de se réduire lentement par la suite. Les administrations bénéficient de la baisse du taux d'intérêt réel qui devient inférieur au taux de croissance. Le ratio de la dette publique au PIB continue de progresser jusqu'en 1997 (passant de 24 à 26,7 %). La politique budgétaire pourrait certes être plus restrictive, notamment en 1992 et 1993, mais un solde public plus favorable serait obtenu au détriment de l'emploi (si les prélèvements sur les ménages sont augmentés ou les dépenses publiques réduites) ou de l'inflation (si ce sont les prélèvements sur les entreprises qui croissent). Cette croissance est compatible avec un quasi-équilibre extérieur : le déficit courant se stabilise rapidement à un niveau de l'ordre de 0,6 % du PIB avant de s'améliorer dans les années 1996-2000 sous l'effet des exportations vers l'Est. Le déficit des échanges manufacturiers reste de l'ordre de 1 % du PIB. Le ralentissement de l'inflation permet une nette amélioration de la compétitivité industrielle. Certes, l'ouverture de l'économie continue mais la croissance des exportations est forte : 8 % par an pour une demande étrangère qui progresse au taux de 7,1 %. La croissance apparaît comme maximale, compte tenu de la volonté de ne pas dégrader les soldes public ou extérieur. La sagesse salariale

permet la réduction de l'inflation et entraîne enfin des gains de compétitivité ; la bonne situation des entreprises permet l'investissement nécessaire. Cependant, la croissance manque de moteur et, du fait de cette insuffisance de la demande, le chômage ne se réduit pas à moyen terme.

Durant la seconde moitié des années 80, l'Italie a semblé défier les partisans de politiques vertueuses : la croissance a en effet été forte, malgré la persistance d'un différentiel d'inflation substantiel (4,6 points en moyenne avec la RFA, 2,8 avec la France) sans que cela n'entraîne de tensions majeures sur le solde extérieur ; le déficit public est resté important, malgré des progrès notables (il passe de 14 % à 10,3 du PIB de 1985 à 1989), mais il a été financé aisément par une épargne nationale forte et, plus récemment, par des afflux massifs de capitaux attirés par des taux d'intérêt élevés.

Le retournement conjoncturel s'est produit à la mi-89, dans un contexte de résurgence de l'inflation salariale et de forte érosion de la compétitivité de l'économie italienne. En 1990, la croissance du PIB n'a été que de 1,9 %, du fait du ralentissement de la demande étrangère et des mauvaises performances du commerce extérieur, mais aussi de l'essoufflement de la demande interne : la croissance de la consommation des ménages s'est ralentie, de même que celle de l'investissement, en forte croissance ces dernières années. L'économie italienne reste menacée par une résurgence de l'inflation et par le maintien d'un déficit public élevé, deux facteurs qui pourraient compromettre à terme son maintien dans l'Europe monétaire. Si des pertes de compétitivité venaient mettre en échec la politique de lire forte ou si la soutenabilité du déficit public se trouvait remise en cause, les taux d'intérêt devraient rester durablement élevés, et, à l'horizon d'une dizaine d'années, l'Italie pourrait connaître une situation d'endettement irréversible et l'angoissant problème des déficits jumeaux, public et extérieur.

En 1991, les hausses de salaires s'annoncent substantielles, malgré une conjoncture déprimée (1,1 % de croissance du PIB) qui entraîne une légère hausse du chômage ; les coûts salariaux progressent rapidement, le taux d'inflation atteint 6 %. Néanmoins la reprise de l'activité en 1992-1993 entraîne des gains de productivité qui ralentissent la hausse des coûts salariaux. Simultanément, l'érosion de la compétitivité des exportations italiennes oblige les entreprises à modérer l'évolution de leurs prix de production. En 1993, les salaires réels évoluant à un rythme voisin de celui de la productivité (2,5 %), l'inflation rejoint un rythme de 5 %. La croissance du PIB (environ 2,5 % par an entre 1992 et 1995) est néanmoins insuffisante pour éviter la hausse du taux de chômage (compte tenu d'une hausse de 0,4 % par an de la population active) qui atteint son point maximum à 12,2 % en 1993, et se maintient à ce niveau jusqu'en 1997, année à partir de laquelle la stagnation de la population active permet un recul. Cette évolution freine les salaires réels qui augmentent moins vite que la productivité du travail. La désinflation peut donc se poursuivre. Le taux de croissance des prix à la consommation est de 5,1 % par an entre 1990 et 1995 et de 3,6 % entre 1995 et 2000 : le différentiel avec l'Allemagne n'est plus alors que de 0,4 point.

Les fruits de cette sagesse sont rapidement récoltés : les taux d'intérêt baissent, ce qui entraîne un allègement de la charge d'intérêt de la dette publique mais réduit les revenus des ménages. Si les pertes de compétitivité des exportations italiennes ne sont pas complètement enrayerées, elles sont largement ralenties (- 0,5 % par an en moyenne entre 1995 et 2000 contre - 1,5 % entre 1990 et 1995). La croissance de la demande adressée en produits manufacturés est forte (7,8 % en moyenne par an entre 1991 et 2000), tandis que celle de la demande intérieure est plus modérée ; de ce fait, à partir de 1994, la contribution du commerce extérieur à la croissance redevient positive, après avoir été négative durant 8 années consécutives. Le solde industriel revient à son niveau de 1990 à l'horizon 2000, après avoir fléchi au cours des années 1991-1995.

La politique budgétaire pèse sur la croissance. Pour réduire le déficit public, le taux de prélèvement obligatoire est augmenté de 4 points entre 1990 et l'an 2000. Malgré la baisse des taux d'intérêt, le déficit public atteint encore 8,7 % du PIB en l'an 2000, et le poids de la dette dans le PIB n'est pas complètement stabilisé. La croissance atteint 2,7 % l'an entre 1990 et 2000 : après le ralentissement conjoncturel de 1990-91, le PIB augmente de 2,2 % en 1992 et rejoint un rythme de 3,1 % dans la seconde partie de la décennie. La contribution de la demande intérieure à la croissance reste vive ; mais, alors que la contribution de l'investissement tend à augmenter, celle de la consommation des ménages diminue : malgré la baisse du taux d'épargne, due au ralentissement de l'inflation, la modération des salaires réels et les hausses d'impôts pèsent sur le revenu disponible des ménages. Davantage tirée par le commerce extérieur et l'investissement, moins par la consommation, la croissance est plus équilibrée mais reste néanmoins insuffisante pour faire baisser le taux de chômage qui s'établit encore à 10,5 % en 2000.

Royaume-Uni : rentrer dans le rang ?

Les "années Thatcher" se sont terminées en octobre 1990 après dix années de forte croissance (3,4 % en moyenne de 1985 à 1990), d'assainissement de la situation des finances publiques et de réduction du nombre des chômeurs (de 3,2 millions en 1986 à 1,9 million en 1990). Le solde courant a bénéficié des exportations de pétrole. Ce bilan plutôt positif doit cependant être relativisé. L'inflation s'est maintenue à des niveaux relativement élevés (6,3 % en 1990). L'évolution du solde courant masque une importante désindustrialisation et des pertes de compétitivité. L'austérité budgétaire s'est traduite par une détérioration des infrastructures publiques et de l'enseignement. Ces carences devraient peser sur la croissance future.

La livre sterling est entrée dans le SME en octobre 1990, au cours de 1£ pour 2,95 DM avec une bande large de fluctuation (6 %). Après avoir connu des niveaux élevés en 1990 (15 %), les taux d'intérêt diminuent progressivement mais cette baisse est limitée par le risque de dépréciation du change lié aux écarts d'inflation entre le Royaume-Uni et ses partenaires. A moyen terme, le projet de monnaie commune, ou du moins de stabilité des changes en Europe, nécessite une parité définitive, donc sans doute, à terme, une baisse du cours pivot de la Livre. L'arrivée plausible des travaillistes au pouvoir en 1992 pourrait s'accompagner d'un tel réaménagement : dans notre projection, la livre se maintient dans le SME, mais dévalue de 4 % en 1992.

L'économie britannique est en récession depuis le second semestre 1990. Les salaires continuent d'augmenter fortement en 1991 en dépit d'une productivité dégradée à court terme. Les marges des entreprises se détériorent pour la troisième année consécutive. La récession devrait se poursuivre au moins jusqu'à la mi-91. Par la suite, le Royaume-Uni connaît sur une croissance médiocre : 2 % l'an de 1991 à 2000. Mais la très forte remontée du taux de chômage (qui passe de 6,9 % en 1990 à plus de 9,8 sur toute la période 1995-2000) provoque le ralentissement des salaires et améliore la situation des entreprises : la hausse du pouvoir d'achat du salaire, de 4,3 % en 1989, n'est plus que de 1,6 % en 1994. Ce ralentissement pourrait certes être favorisé par la politique des revenus ; mais, dans le passé, celle-ci s'est toujours heurtée à un pouvoir syndical puissant. L'arrivée d'un gouvernement travailliste pourrait assurer les conditions d'une politique salariale comparable à celle menée en France à partir de 1982. La désinflation est alors nette ; le taux d'inflation passe de 6,3 % en 1990 à 3,3 en 2000. Mais si, en 2000, l'écart d'inflation est de l'ordre de 0,2 point avec la France, le différentiel cumulé d'inflation est de 16 points, dont 4 seulement ont été compensés par la baisse du change.

Les marges bénéficiaires des entreprises, fortement érodées entre 1988 et 1991, retrouvent leur niveau de 1988 en 1995. Ceci rend possible un investissement relativement soutenu des entreprises, qui permet des gains substantiels de productivité dans l'industrie. Le revenu des ménages britanniques n'augmente que de 1,2 % l'an de 1992 à 1996. Leur taux d'épargne, très faible, (6,5 % du revenu disponible) ne varie quasiment pas : l'effet positif de la hausse du chômage compense celui, négatif, de la baisse du taux d'inflation. Leur consommation ne peut guère soutenir la croissance à court et moyen terme. Au total la demande interne est peu dynamique. Les performances britanniques à l'exportation se sont dégradées tout au long de la précédente décennie, en raison d'un taux de change élevé (effet pervers de la rente pétrolière) et d'une forte inflation. Du fait de l'épuisement progressif des gisements en Mer du Nord, le solde énergétique devient déficitaire à partir de 1993 (- 0,4 point de PIB en l'an 2000). En raison de la dégradation de sa compétitivité et de sa mauvaise spécialisation, le Royaume-Uni continue de perdre des parts de marché. Le déficit en biens manufacturés passe de 1,4 point de PIB en 1991 à 2,9 points en 2000. Mais, du fait d'un différentiel de croissance défavorable, le solde manufacturier britannique ne connaît plus les déficits très importants des années récentes (4 points de PIB). Seul l'excédent de services (qui augmente avec le développement de la place financière de Londres) permet de ramener le solde courant à un quasi-équilibre en l'an 2000.

Le Royaume-Uni n'échappe guère à la nécessité d'une phase d'ajustement. Le fort chômage et le différentiel de croissance avec le reste de l'Europe sont le prix à payer pour rétablir la situation de ses entreprises ; pour ne pas trop dégrader son solde extérieur ; pour converger, en termes d'inflation, avec le reste de la CEE.

Etats-Unis : l'ajustement difficile

Les perspectives à moyen terme de l'économie américaine, relativement ternes, illustrent la longue période de stabilisation que les déséquilibres macroéconomiques des années 80 rendent nécessaire : la croissance moyenne des années 90 est de 2 % contre 2,8 % pour la décennie passée. La récession actuelle débouche sur une reprise modeste en 1992 et une croissance qui tend, au cours de la deuxième moitié de la décennie, à être légèrement inférieure à la croissance potentielle. Ceci s'explique par la combinaison d'éléments défavorables : gains de productivité insuffisants ; déséquilibres profonds qui entravent la politique économique.

La situation budgétaire reste tendue. La résorption partielle du déficit des administrations s'opère essentiellement par une contraction des dépenses fédérales, militaires notamment, alors que le

rythme de croissance des dépenses des Etats fédérés n'est que légèrement infléchi et que la fiscalité n'est pas réformée. Cette politique budgétaire permet de dégager progressivement des excédents primaires et de stabiliser la dette totale des Administrations à 35 % du PIB à partir de 1995. La politique monétaire peut sembler moins contrainte. Les tensions inflationnistes ont en effet reculé avec la récession et le repli du prix du pétrole. A moyen terme, la remontée du taux de chômage et la fixité du dollar face aux monnaies européennes freinent l'inflation. Les taux d'intérêt peuvent donc se maintenir durablement à un niveau relativement bas.

L'évolution du solde courant, après l'embellie des années 1990-1991, reste préoccupante. La réalisation probable d'une zone nord-américaine de libre échange et la multiplication des accords commerciaux bilatéraux laissent augurer une ouverture croissante de l'économie. Les performances à l'exportation conditionnent la soutenabilité de cette insertion accrue : seule une compétitivité retrouvée de l'économie permettra une stabilisation du déficit courant à son niveau actuel en dépit de l'alourdissement des charges de la dette extérieure. Cette stabilisation requiert le contrôle de la demande interne, notamment publique, et le maintien du dollar dans une marge étroite de fluctuation. L'amélioration des performances à l'exportation, autorisée par un change favorable, ne permet pas de rééquilibrage du solde manufacturier au-delà de 1995, une fois dissipé l'effet de la récession, ceci en raison de la dégradation des termes de l'échange et de l'ouverture croissante de l'économie. Les bonnes performances des échanges de services permettent de maintenir le déficit courant au-dessus de son niveau de 1990 pendant toute la période. Dans une telle situation, les risques de montée du protectionnisme devraient être limités. L'équilibre épargne-investissement montre une déconnexion des "déficits jumeaux" : le déficit extérieur qui n'est plus que de 1,2 point de PIB en 1991 revient à 2 points de 1993 à 2000 ; le déficit public, qui atteint plus de 2,5 points de PIB en 1991-1993 revient par la suite à 1,8 point. L'économie américaine est spontanément conduite vers un sentier de croissance faible. Le ralentissement de la croissance de la population active (1 % l'an au cours des 10 prochaines années contre 1,5 % dans la décennie 80) n'est pas compensé par l'évolution des gains de productivité, modiques sur toute la période (1,1 % l'an dont 2,5 % dans la seule industrie). Ces mauvaises performances semblent difficilement réversibles tant sont pesants les facteurs structurels qui les expliquent : insuffisances du système éducatif, vieillissement des infrastructures publiques, effritement du leadership en matière d'innovation et de recherche. Seuls des investissements privés et publics plus soutenus pourraient renverser ce processus. La situation financière des entreprises ne permet guère la réalisation de tels projets sans révision des perspectives de rentabilité ; l'ajustement budgétaire de l'Etat entraîne des coupes claires dans les programmes de dépenses structurelles.

L'évolution des gains de productivité conditionne pour une large part la régulation de l'économie américaine : la croissance faible est impulsée par la demande extérieure ; une augmentation limitée des salaires réels limite les tensions inflationnistes, et assure une stabilisation du taux de marge des entreprises ; enfin une hausse modérée du revenu des ménages ne les incite pas à rétablir un taux d'épargne plus élevé.

10

Japon : les rançons du succès

Le Japon est confronté à deux défis majeurs : la pénurie de main-d'oeuvre et la pression de ses partenaires commerciaux pour ouvrir son marché intérieur. Les tensions actuelles sur le marché du travail (les offres d'emplois excèdent les demandes de 40 %) vont-elles conduire au déclenchement d'une inflation salariale qui contraindrait les entreprises à réduire leurs investissements et les autorités à durcir leur politique monétaire ? La capacité d'adaptation de l'économie japonaise amène à exclure cette évolution. Plusieurs voies s'offrent en effet pour remédier à la pénurie de main-d'oeuvre : si le recours à l'immigration ne peut être que de faible ampleur car les Japonais y sont majoritairement hostiles, les femmes seront plus nombreuses à se présenter sur le marché du travail ; la délocalisation croissante de la production contribuera à réduire la demande de travail (10 % de la production industrielle des entreprises japonaises pourrait être réalisée à l'étranger en 1995). Enfin, la productivité du secteur des services est faible ; dans le passé, la productivité de ces branches s'est ajustée chaque fois que la croissance s'est infléchie, à la hausse comme à la baisse : le progrès technique pourrait s'y accélérer pour atteindre 2,8 % par an de 1995 à 2000 contre 1,6 % dans les années 80. Les gains de productivité dans l'ensemble de l'économie seraient alors très élevés (3,4 % l'an), soutenus par un effort d'investissement sans équivalent dans les autres pays de l'OCDE. Celui-ci nécessite toutefois que les conditions de la répartition restent satisfaisantes pour les entreprises, d'autant plus que les entreprises japonaises sont déjà fortement endettées. La modération des salaires, plus exactement la régulation des rémunérations en fonction des gains de productivité, semble donc une condition essentielle à la réussite de la transition démographique.

Notre scénario comporte une ouverture croissante et volontariste du marché japonais aux produits étrangers du fait des pressions exercées sur le Japon par les Etats-Unis et l'Europe, et des engagements pris par les autorités japonaises ; elle découle également de l'intégration commerciale croissante en Asie et de la délocalisation de l'industrie japonaise, source de réimportations. Notre projection prolonge le mouvement d'expansion des importations amorcé en 1989, en le freinant

toutefois progressivement. En volume, le taux d'ouverture augmente de près de 50 % de 1990 à 2000. En valeur, l'ouverture est de moindre ampleur en raison de l'appréciation du yen : les importations représentent 13 % du PIB en 2000 contre 10,5 en 1990.

Sous ces hypothèses, le Japon enregistre une croissance moyenne de 4,2 % de 1990 à 2000, équivalente à celle de la décennie passée (4,3 %), légèrement inférieure à celle des années 1986-1990 (4,6 %). L'inflation, que la crise du Golfe et la baisse du chômage ont quelque peu accélérée en 1990 (3,2 %), est maîtrisée par la suite (2,5 % en moyenne de 1991 à 2000) ; l'appréciation du Yen y contribue. La politique monétaire peut alors s'assouplir progressivement, ce qui contribue, après une pause en 1991, à une reprise de l'investissement productif qui augmente de 5,3 % l'an sur la décennie. La demande intérieure est également tirée par la consommation des ménages (+ 4,0 %), dont le taux d'épargne décroît de 1,7 point de 1990 à l'an 2000. Les dépenses des administrations en biens et services progressent rapidement, compte tenu du programme d'amélioration des infrastructures que le gouvernement s'est engagé à effectuer d'ici l'an 2000. La contribution des échanges extérieurs à la croissance est faiblement négative sur la période (- 0,2 %) en raison du dynamisme des importations. Aussi l'excédent courant japonais, après un rebond en 1991-1992 qu'expliquent les mouvements du change et le retournement du prix du pétrole, se réduit-il peu à peu pour revenir en l'an 2000 à un niveau proche de celui de 1990 (1,5 point de P.I.B.). Cette stabilisation de l'excédent permet la sauvegarde de relations commerciales non conflictuelles avec les Etats-Unis et l'Europe.



**Forte croissance en Asie ;
reprise en Amérique latine ;
morosité en Afrique Noire**

Le bilan des années 80 pour l'Amérique latine est largement négatif : le PIB par tête a baissé de 1 % par an, la dette extérieure atteint en 1990 plus de 420 milliards de dollars ; son service représente une ponction de 4 points de PIB. Dans la première moitié des années 90, la croissance de l'Amérique Latine est tirée par les économies en voie d'assainissement : Mexique, Vénézuéla, Chili et Colombie. La croissance s'appuie sur l'investissement dont la part dans le PIB revient à un niveau proche de celui des années 70, soit près de 20 % contre 16 % en 1989. Le Brésil et l'Argentine ne retrouvent une évolution plus favorable qu'à partir du milieu des années 90, en raison en particulier du poids de leur dette. La hausse du prix du pétrole après 1993 stimule la croissance de l'Amérique du Sud, exportateur net. Au total, la croissance de la zone est de 3,5 % par an jusqu'en 1995 et gagne en vigueur en fin de période pour atteindre plus de 4 %. Cette évolution s'accompagne d'une insertion accélérée dans le commerce mondial : les exportations connaissent une croissance de 5,5 % par an, les importations qui ont stagné ces dernières années voient leur progression s'accélérer (6 % par an en moyenne) du fait des besoins d'investissement. L'apparition d'un déficit commercial s'ajoute au poids du service de la dette insuffisamment allégé par les initiatives en cours de réduction de la dette. Aussi, le déficit courant atteint 30 milliards de dollars en 2000. Le besoin de financement externe reste donc important. On a supposé ici une augmentation des investissements directs dans la région et le retour d'une partie des capitaux expatriés.

Les quatre NPI d'Asie restent en tête des performances mondiales de croissance. Ce dynamisme est impulsé par la demande interne qui augmente à plus de 7 % par an pendant la période de projection. L'investissement joue un rôle moteur afin d'améliorer la qualité et la gamme des produits offerts. La contribution des échanges à la croissance est négative. Certes, après la pause des années 1989-1991, les exportations manufacturières retrouvent une croissance très vive grâce à une spécialisation favorable et des gains de compétitivité qui résultent d'importants gains de productivité. Mais l'expansion de la demande interne et une ouverture croissante aux produits étrangers entraîne une progression encore plus rapide des importations. Aussi l'excédent courant, déjà en réduction à la fin des années 90, passe en dessous de 2 points de PIB.

Les autres pays d'Asie retrouvent une croissance plus vigoureuse après un léger ralentissement au début des années 90 (6,5 % par an sur la période 1995-2000). Cette croissance est un peu en retrait par rapport au potentiel de la zone et à ses performances passées (plus de 7 % par an entre 1970 et 1987), car elle débouche à moyen terme sur un déficit extérieur croissant, en particulier pour l'énergie. Malgré une croissance rapide des exportations de produits manufacturés (8,9 % par an en moyenne sur la période 1990-2000), le déficit courant se dégrade pour atteindre près de 80 milliards de dollars en 2000. Ce déficit est financé en grande partie par des investissements directs en provenance des zones excédentaires voisines (Japon, Dragons).

Les perspectives de la zone Moyen-Orient/Maghreb peuvent être envisagées avec un certain optimisme du fait de l'accroissement prévisible de la rente pétrolière. La reconstruction de l'Irak, de l'Irak, du Koweït et du Liban devrait jouer un rôle moteur pour la croissance de la région qui s'établit à 4 % par an en moyenne pour la décennie. Dans son ensemble la zone dégagerait un confortable excédent courant (56 milliards de dollars) en fin de période après la forte détérioration du début des années 90.

Les années 80 ont été marquées en Afrique subsaharienne par une profonde récession, le PIB par tête ayant reculé de 2,2 % par an en moyenne, cette mauvaise performance faisant suite à la stagnation des années 70. Les politiques de stabilisation qui ont été menées, avec des coûts sociaux souvent importants, semblent loin d'avoir porté leurs fruits. Dans les années 90, on assisterait à la poursuite de ces politiques. Tout en corrigeant les déséquilibres internes, elles viseraient à la remise en état des infrastructures et à la mise en valeur de l'agriculture. Le financement nécessaire devra provenir de la poursuite de l'aide internationale mais aussi du relèvement de l'épargne interne ; cela sera-t-il possible compte tenu du bas niveau de vie dans ces pays ? Ceci serait favorisé par le maintien du prix réel des produits de base et la hausse du prix du pétrole qui assure une amélioration des possibilités de financement des pays pétroliers. La reconstruction des infrastructures se traduirait par un surplus d'importation non compensé par l'amélioration des soldes énergétiques et des produits de base. Le déficit courant serait légèrement supérieur à 10 milliards de dollars en l'an 2000. Sous ces hypothèses, compte tenu de l'ajustement qui reste nécessaire, notre scénario comporte une croissance très modeste (3,2 % en moyenne par an sur la période 1995-2000), légèrement supérieure à la croissance de la population.

VERS UNE FISCALITE EUROPEENNE*

VIENT DE PARAITRE

Henri Sterdyniak, Marie-Hélène Blonde, Gérard Cornilleau,
Jacques Le Cacheux, Jean Le Dem



Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales

9, rue Georges-Pitard
75015 Paris
Tél. (1) 48 42 64 14
Télécopie : (1) 48 42 59 12

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay

Diffusion :

La Documentation Française
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 190 F (France)
220 F (Etranger)
27 F (suppl. pour envoi
par avion)

Commande adressée à :
La Documentation Française
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex

Règlement à réception
de la facture

Directeur de la publication :
Anton Brender

ISSN-0243-1947

CFFP numéro 1462 AD
2ème trimestre 1991
mai 1991

Imp. SNLIR - IVRY

Imprimé en France

Cet ouvrage fournit des éléments de réflexion destinés à éclairer les décisions tendant à favoriser l'émergence en Europe d'une fiscalité harmonisée, compatible avec l'intégration complète des marchés des biens et des capitaux, qui concilie les principes d'efficacité économique avec des objectifs de justice sociale, tout en autorisant des spécificités nationales liées à des préférences ou à des conditions objectives différentes, structurelles ou conjoncturelles.

Après une analyse des principales différences entre les systèmes fiscaux des pays membres de la Communauté Européenne, des Etats-Unis et du Japon, les principes généraux de la fiscalité sont passés en revue. La conciliation des nécessités de l'harmonisation, de la préservation de l'essentiel des souverainetés nationales et d'une conformité aussi étroite que possible entre les systèmes fiscaux et les objectifs qu'ils poursuivent, a des implications sur les choix d'harmonisation qui sont étudiés dans le troisième chapitre. Ces orientations générales sont ensuite appliquées à une étude plus détaillée des impôts dont l'harmonisation peut sembler souhaitable - impôts sur les revenus de placements, impôts sur les bénéfices des sociétés, TVA et accises- ou dont on pourrait envisager le transfert à l'échelon communautaire, dans le cas où le budget européen verrait son importance s'accroître. Enfin, les conséquences macroéconomiques à court et moyen termes de plusieurs modalités d'harmonisation sont étudiées à la lumière des résultats de simulations, réalisées avec le modèle MIMOSA.

* Issu d'un rapport commandé par la Commission des Finances du Sénat au CEPII et à l'OFCE, ce livre a été rédigé par Henri Sterdyniak (OFCE), Marie-Hélène Blonde (CEPII), Gérard Cornilleau (OFCE et CNRS), Jacques Le Cacheux (OFCE) et Jean Le Dem (CEPII).

Cet ouvrage est édité par Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris. Diffusion par Economica et par la Documentation Française, 29 quai Voltaire, 75340 Paris cedex 07. 1991, 329p., 200 F.